

5,5 % du PIB en 2023

Regain de l'investissement public en France (et dans la zone euro)

Ce rattrapage est assurément une bonne nouvelle, sous réserve toutefois que l'utilité de ces investissements soit assurée



© Freepik



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

L'investissement public au sens strict est mesuré par la “formation brute de capital fixe” (FBCF) des administrations publiques de la comptabilité nationale : l’État, les collectivités locales, les administrations sociales, dont les hôpitaux et les établissements publics contrôlés par l’État ou des collectivités locales dont les ressources sont majoritairement des subventions ou des impôts. Les entreprises publiques comme EDF en sont exclues car leurs ressources sont principalement tirées de la vente de leurs produits, alors que leurs investissements sont des investissements publics dans le langage courant. En outre, l’État peut contribuer à financer les investissements du secteur privé en les subventionnant.

On retient donc ici pour établir des comparaisons internationales un périmètre plus large : le financement public de l'investissement, qui est la somme de la FBCF des administrations publiques et des aides à l'investissement qu'elles versent aux entreprises, privées ou publiques, et aux ménages.

Ce financement public de l'investissement a été relativement stable, en pourcentage du PIB, dans la zone euro dans les années 2000 jusqu'à la crise de 2008-2009. Il a connu un pic en 2009, sous l'effet des plans de relance et de la baisse du PIB, puis une baisse importante jusque vers 2016. Malgré une remontée à partir de 2017, il était encore en 2019 au-dessous de son niveau de 2006-2007 en moyenne dans la zone euro.

L'Italie particulièrement en pointe

De 2019 à 2023, rapporté au PIB, il a augmenté de 1,5 point en moyenne dans la zone euro (0,4 point pour la FBCF des administrations publiques et 1,1 point pour les aides à l'investissement), de 0,5 point en France, de 1,1 point en Allemagne, de 5,7 points en Italie, de 1,2 point en Espagne. Il a légèrement baissé aux Pays-Bas (- 0,1 point).

En Italie, ce sont les aides à l'investissement qui ont augmenté très fortement (+ 4,8 points de 2019 à 2023), sous l'effet notamment d'un crédit d'impôt en faveur des investissements dans la rénovation thermique des bâtiments.

■ Avec un financement public de l'investissement représentant 5,5 % du PIB, la France est au 7^e rang de la zone euro en 2023.

En moyenne dans la zone euro, le financement public de l'investissement a nettement dépassé en 2023 son niveau d'avant la crise de 2008-2009 en pourcentage du PIB.

En pourcentage du total des dépenses publiques, il est passé de 7,7 % en 2019 à 10,2 % en 2023 dans la zone euro, de 9,1 % à 9,6 % en France, de 7,3 % à 9,1 % en Allemagne et de 6,4 % à 15,9 % en Italie.

Cette croissance du financement public de l'investissement devrait satisfaire les économistes qui l'appelaient de leurs vœux, mais encore faut-il que l'utilité de ces investissements soit assurée.

Avec un financement public de l'investissement représentant 5,5 % du PIB, la France est au 7^e rang de la zone euro en 2023. Il représente 4,4 % du PIB en Allemagne, 8,8 % en Italie, 3,7 % en Espagne et 3,5 % aux Pays-Bas. La moyenne de la zone euro est à 5,1 % du PIB.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalé.

■ [S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 09/07/2024

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).